

ASSOCIATION SAINT AMANS

25, Boulevard Denys Puech

12 000 RODEZ

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Gilles TOURNIER
Commissaire aux comptes
9 Avenue Maréchal Joffre

12000 RODEZ

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2023

Aux adhérents de l'association

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association SAINT AMANS relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombe en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2023 à la date d'émission de mon rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations auxquelles j'ai procédé dans le cadre de mon audit, ont porté notamment sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes.

Je me suis plus particulièrement attaché au contrôle de l'enregistrement comptable des prestations de service et des subventions

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de ma démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de mon opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à RODEZ le 23 Mai 2024

G. TOURNIER
Commissaire aux Comptes

Gilles TOURNIER
~~Expert-comptable~~
~~Commissaire aux Comptes~~
9 av. du Maréchal Joffre
12000 RODEZ

Bilan association médico-social ANC

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles	22 620	22 620			
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains	118 578	66 168	52 410	63 885	- 11 475
Constructions	9 122 083	3 592 619	5 529 464	5 601 206	- 71 742
Installations techniques, matériel et outillage industriels	729 542	557 089	172 453	220 878	- 48 425
Autres immobilisations corporelles	334 192	216 856	117 336	174 530	- 57 194
Immobilisations corporelles en cours				40 413	- 40 413
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts	56 155		56 155	56 155	
Autres	199		199	199	
TOTAL (I)	10 383 370	4 455 352	5 928 018	6 157 267	- 229 249
Compte de liaison					
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	76 837	4 463	72 374	38 732	33 642
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	25 261		25 261	10 379	14 882
Valeurs mobilières de placement	2 306 033		2 306 033	2 003 377	302 656
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	796 852		796 852	1 088 392	- 291 540
Charges constatées d'avance	19 127		19 127	5 561	13 566
TOTAL (II)	3 224 109	4 463	3 219 646	3 146 440	73 206
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	13 607 479	4 459 815	9 147 664	9 303 707	- 156 043

Bilan association médico-social ANC(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires	90 253	90 253	
. Fonds propres complémentaires	34 235	34 235	
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité	3 041 502	2 953 835	87 667
. dont réserves sous gestion propre			
. Réserves des activités sociales et médico-sociales	488 906	488 906	
. Autres			
Report à nouveau	389 187	389 187	
. dont report à nouveau sous gestion propre			
Report à nouveau activités sociales et médico-sociales	423 646	358 416	65 230
Excédent ou déficit de l'exercice	162 541	152 896	9 645
. dont résultat sous gestion propre			
. dont résultat des activités sociales et médico-sociales			
Situation nette (sous total)	4 630 269	4 467 729	162 540
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	132 817	131 922	895
Provisions réglementées	407 270	390 935	16 335
TOTAL (I)	5 170 357	4 990 586	179 771
Autres fonds propres			
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL (II)			
Provisions			
Provisions pour risques	11 067		11 067
Provisions pour charges	27 410	127 894	- 100 484
TOTAL (III)	38 477	127 894	- 89 417
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 866 603	3 069 900	- 203 297
Emprunts et dettes financières diverses	541 552	589 288	- 47 736
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	127 914	108 018	19 896
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	401 449	366 763	34 686
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		41 236	- 41 236
Autres dettes	1 312	10 023	- 8 711
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	3 938 829	4 185 227	- 246 398
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	9 147 664	9 303 707	- 156 043

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
Engagements reçus Legs nets à réaliser . acceptés par les organes statutairement compétents . autorisés par l'organisme de tutelle Dont en nature restant à vendre Engagements donnés			

Compte de résultat association médico-social ANC

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	120	150	- 30	-20,00
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. dont ventes de biens relatives aux activités sociales et medico sociales				
. Ventes de prestations de services	214 266	214 713	- 447	-0,21
. dont parrainages				
. dont prestations relatives aux activités sociales et medico-sociales				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	12 167	21 597	- 9 430	-43,66
. Contributions des autorités de tarification relatives aux Activités sociales et medico-sociales	3 523 707	3 375 391	148 316	4,39
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels	42 018	5 640	36 378	645,00
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	16 963	20 336	- 3 373	-16,59
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	26 481	13 809	12 672	91,77
Total des produits d'exploitation (I)	3 835 722	3 651 635	184 087	5,04
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	1 013 318	855 900	157 418	18,39
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	201 153	170 992	30 161	17,64
Salaires et traitements	1 455 412	1 410 155	45 257	3,21
Charges sociales	613 847	546 654	67 193	12,29
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	470 047	458 199	11 848	2,59
Dotations aux provisions	11 067	10 084	983	9,75
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	1 101	1 186	- 85	-7,17
Total des charges d'exploitation (II)	3 765 946	3 453 171	312 775	9,06
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	69 776	198 464	- 128 688	-64,84
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	61 610	21 477	40 133	186,87
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	61 610	21 477	40 133	186,87

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	60 647	55 485	5 162	9,30
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
Total des charges financières (IV)	60 647	55 485	5 162	9,30
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	963	-34 008	34 971	102,83
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	70 739	164 456	- 93 717	-56,99
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	1 166		1 166	N/S
Sur opérations en capital	77 857	8 376	69 481	829,52
Reprises sur provisions et transferts de charges	102 170		102 170	N/S
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
Total des produits exceptionnels (V)	181 192	8 376	172 816	N/S
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	858		858	N/S
Sur opérations en capital	67 552		67 552	N/S
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	18 022	15 136	2 886	19,07
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées				
Total des charges exceptionnelles (VI)	86 432	15 136	71 296	471,04
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	94 760	-6 760	101 520	N/S
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	2 959	4 800	- 1 841	-38,35
Total des produits (I + III + IV)	4 078 524	3 681 489	397 035	10,78
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	3 915 983	3 528 592	387 391	10,98
EXCEDENT OU DEFICIT	162 541	152 896	9 645	6,31
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales				
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
· Dons en nature				
· Prestations en nature				
· Bénévolats				
Total				
Charges				
· Secours en nature				
· Mise à disposition gratuite de biens et services				
· Prestations				
· Personnel bénévole				
Total				

Annexes Associations 2024

PREAMBULE

L'Association Saint Amans est une association à but non lucratif qui a pour objet la création, le fonctionnement, l'entretien d'oeuvres médico-sociales ou sanitaires, notamment de maison de retraite, de repos, ou de convalescence. Elle a une mission d'assistance et de bienfaisance.

L'Association Saint Amans dispose de deux activités. La première consiste en la gestion d'un EHPAD, la deuxième en la gestion d'une résidence services seniors. Elle dispose à ces fins des types de ressources principales suivantes :

- dotation de l'ARS allouée au titre de la section soins de l'activité "EHPAD"
- dotation du département allouée au titre de la section dépendance de l'activité "EHPAD"
- produits d'hébergement issus de la tarification aux résidents

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 6 071 927,00 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 162 540,95 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 23/05/2024 par les dirigeants.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'association Saint Amans a bénéficiée au titre de son activité d'EHPAD :

- Crédits Non Reconductibles : Néant
- Financement complémentaire au titre des mesures Ségur pour un montant de 237 134 euros.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- Immobilisations décomposables, autres que les constructions : la décomposition de celle-ci ne présente pas d'impact significatif.

- Immobilisations afférentes aux immeubles :

* Extension du bâtiment n°4, mis en service le 01/01/2007.

Durées retenues :

- pour le gros oeuvre : 50 ans
- pour le second oeuvre : 25 ans
- pour les aménagements : 15 ans

* Bâtiment n° 1-2-3 : Dans un souci d'homogénéité des durées d'amortissements de l'ensemble immobilier, la valeur comptable nette des bâtiments n° 1-2-3, mis en service le 01/01/1989, a été décomposée et amortie sur la durée restant à courir au 01/01/2007, soit :

- pour le gros oeuvre : 32 ans
- pour le second oeuvre : 7 ans.

* Les travaux de mise en conformité, mis en service le 01/01/2008, font l'objet de la décomposition suivante :

- pour le gros oeuvre : 30 ans
- pour le second oeuvre : 20 ans
- pour les aménagements : 15 ans

Ces mêmes durées ont été retenues pour l'aménagement du bureau du médecin et des archives.

* Les travaux concernant l'immeuble affecté à la Résidence Services, mis en service le 01/10/2020, font l'objet de la décomposition suivante :

- pour le gros oeuvre : 20 ans
- pour le second oeuvre : 15 ans

* Les travaux concernant la chapelle et la galerie, mis en service le 06/11/2020, font l'objet de la décomposition suivante :

- pour le gros oeuvre : 30 ans
- pour le second oeuvre : 20 ans
- pour les aménagements : 10 ans

- Immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Contributions volontaires :

Les contributions volontaires n'ayant pas été considérées comme significatives, elles ne font pas l'objet d'une information dans l'annexe.

Annexes Associations 2024 (suite)**NOTES SUR LE BILAN ACTIF****Immobilisations**

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	22 620			22 620
Immobilisations corporelles	10 366 182	308 351	370 137	10 304 395
Immobilisations financières	56 354			56 354
TOTAL	10 445 156	308 351	370 137	10 383 370

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	22 620			22 620
TOTAL I	22 620			22 620
Terrains	54 693	11 475		66 168
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui	3 027 838	292 997	96 907	3 223 928
Installations générales, agencements	326 372	74 868	32 548	368 690
Installations techniques, matériel, outillages industriels	591 332	54 765	89 008	557 089
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport	27 570	15 423	15 184	27 809
Matériel de bureau et informatique	152 879	11 190	63 622	100 447
Emballage récupérables et divers	84 586	9 329	5 315	88 600
TOTAL II	4 265 270	470 047	302 584	4 432 731
TOTAL GENERAL (I+II)	4 287 890	470 047	302 584	4 455 351

Si l'association dispose pour l'exercice de son activité d'immobilisations sans en être propriétaire (prêt à usage, crédit-bail), une information les concernant est à donner si leur importance le justifie.

Fournir une explication en cas de reprise exceptionnelle d'amortissement. Les éléments significatifs ou importants peuvent être précisés.

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	56 155		56 155
Autres créances	199		199
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	76 837	76 837	
Autres créances	25 261	25 261	
Charges constatées d'avance	19 127	19 127	
TOTAL	177 579	121 225	56 354

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	850
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	64 785
TOTAL	65 635

Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	4 463			4 463
Comptes financiers				
TOTAL	4 463			4 463

Annexes Associations 2024 (suite)**NOTES SUR LE BILAN PASSIF****Fonds propres**

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	124 488				124 488
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	3 442 741	87 666	87 666		3 530 408
Dont générosité du public					
Report à nouveau	747 603	65 230	79 357	14 127	812 833
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	152 896	-152 896	162 541	152 896	162 541
Dont générosité du public					
Situation nette	4 467 728		329 564	167 023	4 630 270
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	131 922		10 000	9 105	132 817
Dont générosité du public					
Provisions réglementées	390 935		18 022	1 686	407 270
Dont générosité du public					
TOTAL	4 990 585		357 586	177 814	5 170 357
TOTAL dont générosité du public					

LS

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires	241 544	15 136		256 680
Autres provisions réglementées	149 391	2 886	1 686	150 590
TOTAL (I)	390 935	18 022	1 686	407 270
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires	127 894		100 484	27 410
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges		11 067		11 067
TOTAL (II)	127 894	11 067	100 484	38 477
TOTAL GENERAL (I+II)	518 829	29 089	102 170	445 748
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		11 067		
- financières				
- exceptionnelles		18 022	102 170	

Description des éléments significatifs ou importants

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit	2 866 603	207 286	880 576	1 778 741
Dettes financières diverses	541 552	41 552		500 000
Fournisseurs	127 914	127 914		
Dettes fiscales et sociales	401 449	401 449		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	1 312	1 312		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	3 938 829	779 512	880 576	2 278 741

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	3 552
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	48 078
Dettes fiscales et sociales	225 580
Autres dettes	
TOTAL	277 211

Annexes Associations 2024 (suite)**AUTRES INFORMATIONS*****Engagements et sûretés réelles consenties*****Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :**

N° 164 110 : Hypothèque sur bail à construction à hauteur de 450 000 euros sur le bien sis 31 boulevard Denys Puech 12000 RODEZ.

Le capital restant dû sur emprunt au 31/12/23 s'élève à 1 558 464.93 euros.

N° 164 410 : Sans garantie

N° 164 830 : Dans le cas d'échéances impayées et à la première demande du SALF (Service d'Aide au Logement Familial), le constructeur s'engage à procéder à ses frais, à l'affectation hypothécaire de l'immeuble au bénéfice de ce dernier.

Le capital restant dû sur emprunt au 31/12/23 s'élève à 31 867.56 euros.

N° 164 840 : Cautionnement du Conseil Général du Département de l'Aveyron à hauteur de 50% soit 500 000 euros.

Le capital restant dû sur emprunt au 31/12/23 s'élève à 556 831.19 euros.

N° 164 850 : Sans garantie.

N° 164 300 : Prêt garanti sans condition autre que l'obligation pour l'Association d'accueillir des prêtres.

N° 164 140 : Sans garantie.

N° 168 800 : Sans garantie.

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 27 410.34 euros.

Il est la résultante de :

1/ Le 01/02/2016 l'Association SAINT-AMANS a souscrit un contrat Indemnités Fin de Carrières (IFC) auprès de la Caisse d'Epargne.

Le relevé de solde au 31/12/23 du "Fonds collectif d'IFC" auprès de l'organisme CNP Assurances : 29 404.90 euros.

Un remboursement de 2777.35 euros a été opéré en janvier 2024 concernant un départ à la retraite au 31/12/2023.

2/ Estimation du montant des IFC au 31/12/23 selon la méthode de calcul conforme à la recommandation n°2003-R.01 du 1er avril 2003 du conseil national de la comptabilité : 54 037.89 euros.

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de dette actuarielle.

Cette méthode consiste à :

" Evaluer les flux futurs probables en se basant sur les hypothèses d'évolution des rémunérations, les droits exigibles au moment du départ à la retraite et les probabilités de présence dans l'entreprise ;

" Actualiser ces flux à la date d'évaluation afin d'obtenir la valeur actuelle probable des flux futurs (VAP).

" Proratiser la valeur actuelle probable des flux futurs afin d'obtenir la dette actuarielle (Valeur actualisée de l'obligation).

Hypothèses retenues :

- Age départ à la retraite : 60-64 ans (Age légal de départ)
- Evolution annuelle des salaires : 1%
- Taux d'actualisation : 3.2%
- Charges patronales (sociales+fiscales) : 49%
- Table mortalité : Table de mortalité INSEE 2024
- Table turn-over : Turn over faible

Déduction du fonds (net des remboursements en cours au 31/12/2023) versé au titre des IFC : - 26 627.55 euros

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève donc à la clôture de l'exercice à 27 410.34 euros

" Changement d'estimation comptable au 01/01/2023. Historiquement la provision pour indemnités de fin de carrière était calculée sur la base de la convention collective nationale des établissements privés d'hospitalisation, de cure et de garde à but non lucratif du 31 octobre 1951. Cependant, l'association Saint Amans dépend du Code du Travail. L'évaluation du montant d'engagement de l'association au regard des indemnités de fin de carrière a été réalisé au 31/12/2023 selon les règles du Code du Travail. Ce changement a généré une diminution significative de la provision pour indemnités de fin de carrière et a entraîné une reprise de provision pour un montant de 100 483.77 euros au 31/12/2023.

Rémunération des cadres dirigeants

Applicable aux associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 E et recevant une ou plusieurs subventions de l'État ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 E.

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

LS